

Une sixième extinction de masse ?

Vivons-nous une sixième extinction de masse ? Une extinction se définit par son ampleur (pourcentage d'espèces disparues) et son taux (nombre d'extinctions par unité de temps). Selon la science, une extinction de masse a lieu lorsqu'au moins 75 % des espèces sont perdues en moins de 2 millions d'années. Depuis 1500, environ 1 % des vertébrés évalués ont disparu (25 % avec les espèces menacées). Loin du compte, donc. Mais le taux actuel est 100 à 1000 fois plus élevé que la normale. À ce rythme, il faudrait 37500 ans pour perdre 75 % des espèces. Bien plus vite donc que le million d'années des extinctions de masse précédentes. Pour beaucoup de scientifiques, nous sommes donc à l'aube d'une sixième extinction de masse.

“La perte de la biodiversité menace notre survie”

Pour bien des scientifiques, nous entamons actuellement une sixième extinction de masse. Le taux d'extinction des espèces est en effet actuellement 100 à 1000 fois plus élevé que celui qu'on pourrait attendre (soit 1 extinction pour dix mille espèces en un siècle). Depuis 1980, il est même jusqu'à 165 fois supérieur à celui de l'extinction massive qui élimina les dinosaures. Faute de réponses adéquates, cette hausse va encore s'accélérer, selon l'IPBES, le “Giec de la biodiversité”.

“L'état actuel de la biodiversité est terrible, avertit ainsi Elizabeth Maruma Mrema, secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la biodiversité, à l'aube du 15^e sommet mondial (Cop 15) dédié à cet enjeu. *La perte de la biodiversité enregistre un niveau sans précédent dans notre histoire. Au moins 90 % des écosystèmes du monde entier ont été altérés. Un million d'espèces sont menacées d'extinction. Les populations d'espèces surveillées ont chuté à un niveau stupéfiant, jusqu'à 69 %, depuis 1970. Les scientifiques sont très clairs: notre planète est en crise et nous-mêmes allons continuer à ressentir les effets de cette crise.*”

Cinq pressions principales sur la nature

La nature est essentielle à l'existence humaine. Alimentation, hydratation, santé, énergie... Plus de 2 milliards de personnes utilisent des végétaux pour se chauffer ou faire la cuisine, environ 4 milliards se soignent principalement avec des remèdes naturels... Mais 32 millions d'hectares de forêt primaire ou de régénération ont été perdus entre 2010 et 2015 dans les régions tropicales. Plus de 75 % des cultures alimentaires reposent sur la pollinisation animale; la disparition des pollinisateurs pourrait entraîner un déficit de récolte de 500 milliards de dollars par an. Un milliard de personnes dépendent des poissons comme principale source de protéines. Or, un tiers des stocks en moyenne sont surexploités.

L'IPBES identifie cinq pressions principales sur la biodiversité: le changement d'usage des sols, la surexploitation des ressources, la pollution, les espèces exotiques envahissantes et

■ Ce mercredi débute à Montréal le sommet mondial de l'Onu sur la biodiversité.

■ La Cop 15 a pour objectif de stopper la perte de biodiversité actuelle, dont le rythme est inédit dans l'histoire de l'humanité.

178

Milliards de dollars par an pour 30 % de surfaces protégées

Rien que la mise en œuvre globale de l'objectif 30 % de surfaces maritimes et terrestres protégées coûterait entre 103 et 178 milliards de dollars par an, selon les estimations.

le changement climatique. “Le nord-est de mon pays, le Kenya, connaît une sécheresse historique, entraînée par le changement climatique et une grande dégradation des écosystèmes, témoigne ainsi la militante environnementale Elizabeth Wathuti. *J'ai été choquée de voir dans la réalité l'interconnexion des crises de la nature, du climat et de l'alimentation. J'ai vu les carcasses desséchées des animaux sauvages, tués par la sécheresse. Du bétail est mort dans mes bras. Les gens sont affamés. Voilà à quoi cela ressemble, lorsque les écosystèmes naturels sont poussés au-delà de leur point de rupture, et trop souvent, ce sont les pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus durement touchés.*”

Régulation du climat et précipitations

“La crise de la perte de biodiversité est aussi menaçante pour notre survie que le changement climatique. Et si on n'arrête pas la crise de la biodiversité, on n'a aucune chance contre le changement climatique. Ces deux crises se renforcent l'une l'autre”, renchérit l'experte en biodiversité Inès Verleye, cheffe de la délégation belge à la Cop 15. En effet, les écosystèmes marins et terrestres, dont les forêts, absorbent plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine, qui sans cela, se retrouveraient dans l'atmosphère et aggraveraient le réchauffement climatique.

Des forêts tropicales qui génèrent aussi des pluies essentielles à l'activité humaine. “L'agriculture argentine dépend des précipitations générées par l'Amazonie brésilienne, influencées par la déforestation, illustre la biologiste Ruth Davis. *La sécheresse en 2017-18 a entraîné 4,6 milliards de dollars de pertes, attribuables en partie à cette dégradation. Pour une entreprise alimentaire, un fermier ou un maire, ce n'est plus un risque théorique. On le voit à travers l'apparition de ce risque parmi les impacts sur la stabilité du système financier cités par les régulateurs, par l'arrivée de la nature dans les programmes d'aide de la Banque mondiale, par l'élimination de la déforestation dans le portefeuille d'investisseurs, par les choix d'entreprises. C'est un vrai risque.*”

Sophie Devillers



Des enfants maasaïs aux côtés d'un zèbre mort de la sécheresse, au Kenya, le 9 novembre. Le pays souffre d'un manque de précipitations, avec des effets sur les hommes et animaux.

Plus de 120 pays réclament 30 % d'aires protégées sur la planète

Une opportunité qui n'arrive qu'une fois tous les dix ans." L'expression est dans la bouche de tous ceux qui s'apprentent à prendre part à la Cop 15, qui vise à établir un accord mondial pour stopper puis inverser la perte de biodiversité (lire ci-contre) et à nouveau "vivre en harmonie avec la nature" d'ici à 2050. La Convention des Nations unies sur la diversité biologique, qui date de 1992 et compte 196 pays, vise à la protection de la nature mais aussi à son utilisation durable. Dans le cadre de cette convention, deux plans décennaux ont déjà été votés, en 2002 et en 2010. Tout l'enjeu de 2022 (avec deux ans de retard dus au Covid) est d'adopter un nouveau plan pour les dix ans à venir, en plus d'une "vision" à 2050.

Pour 2030, une vingtaine de grands objectifs cibles, qui visent à s'attaquer aux cinq grandes pressions sur la nature (voir ci-contre), seront négociés par les participants. La plus emblématique de ces cibles? Plus de 120 pays, dont la Belgique, appellent à augmenter la part d'aires protégées à 30% de la surface terrestre et 30% de la surface maritime (environ 17% et 8% à ce jour). "Cette cible de 30% fait débat, car les pays ont des visions différentes de la conservation et de la protection", analyse Juliette Landry,

chercheuse du think tank français Iddri. Cette cible globale fait aussi peur aux pays en développement parce qu'ils ont besoin d'infrastructures pour se développer... Cet objectif est évidemment important car il faut protéger davantage. Néanmoins, il va aussi falloir protéger mieux. La qualité de la gestion des aires protégées doit être surveillée. Cet aspect fait partie des sujets négociés, il va falloir que cela y reste."

"Tout le reste est pire"

Beaucoup de scientifiques estiment cependant que ces 30% ne suffisent pas à eux seuls. Car les 70% restants, s'ils sont laissés dans un piètre état, peuvent mettre en danger les zones protégées. "Ces 30% sont superimportants, mais on n'arrivera nulle part si on ne fait que cela, confirme l'experte en biodiversité Inès Verleye, cheffe de la délégation belge à la Cop 15. On sera alors exactement dans la même situation que ces dix dernières années: on augmente les aires protégées et on perd tout le reste. Si on regarde les objectifs d'Aichi, le plan précédent, on n'a pu obtenir de progrès que sur les aires protégées.

1,8

Milliard de subsides

Un des objectifs de la Cop est de réduire les subsides nocifs à la biodiversité de 500 millions par an. Au moins 1,8 milliard de dollars de subventions par an, soit 2% du PIB mondial, entraîne la destruction des écosystèmes.

Tout le reste est pire qu'avant! Pour la Belgique, la protection, la conservation, la restauration et l'utilisation durable des autres 70% du monde sont au moins aussi importants que la protection des 30%. Il faut par exemple réduire l'empreinte écologique mondiale de 50% d'ici 2030."

Parmi les autres objectifs à négocier, en vrac: la restauration de 20% des écosystèmes dégradés, la diminution de 50% des espèces invasives, la réduction des pesticides de deux tiers...

Questions d'argent

Un des grands obstacles est que l'accord, non contraignant, doit être "traduit" par chaque État à travers des mesures sur le terrain national. Actuellement, le monitoring des progrès est lacunaire. Mais ce cadre doit être renforcé, afin que l'action des États soit corrigée, si, comme c'était le cas jusqu'à présent, les objectifs ne sont pas sur les rails. "C'est très important d'avoir un monitoring avec des indicateurs parce que sans ces indicateurs, le cadre global ne restera qu'une déclaration d'intention", souligne Inès Verleye.

L'autre "enjeu majeur et qui gardera les négociateurs debout tard dans la nuit", selon Li Shuo, de Greenpeace Chine, tournera autour de questions d'argent et de rapports Nord-Sud. Des nouvelles ressources financières doivent en effet soutenir la mise en œuvre des intentions sur le terrain (ce coût est évalué à 200 milliards par an) et inclure des engagements des pays développés en faveur des pays en développement. Des pays du Sud, représentés par le Gabon, demandent que ces flux financiers internationaux soient portés à 100 milliards de dollars par an. Dans un tel cadre, approuver les 30% d'aires protégées pourrait servir de monnaie d'échange aux pays en développement, contre un financement en leur faveur de la part des pays développés.

"Une grande part des hotspots et des enjeux de biodiversité se trouvent souvent dans la zone intertropicale, donc dans des pays en développement. On a donc besoin dans le cadre de cette Cop 15 d'une bonne coopération entre le Nord et le Sud. Or la défiance Nord-Sud reste importante après le sommet climat de Charm el-Cheikh (Cop 27)", remarque Sébastien Treyer, directeur de l'Iddri. Aucun chef d'État ne sera en outre présent à Montréal.

So. De.